

Afrique : soutiens intégrés à l'opération « Barkhane »

Le déroulement de l'opération « Barkhane » dans la bande sahélo-saharienne (BSS), qui inclut l'aérocombat, nécessite un soutien logistique interarmées, renforcé par les moyens fournis par la MINUSMA (mission de l'ONU au Mali).

Un retour d'expérience a été présenté, le 7 novembre 2019 à Paris, par deux colonels anciens chefs de corps, l'un du Groupement tactique désert (GTD) logistique et l'autre du GTD aérocombat.

« **Barkhane** ». Lancé en août 2014, l'opération « Barkhane » a pour mission première d'appuyer les forces armées des pays partenaires de la BSS, à savoir Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad. Elle doit également empêcher la reconstitution de sanctuaires terroristes dans la région. En conséquence, elle déploie 4.500 militaires, 3 drones, 7 avions de chasse, 19 hélicoptères, 6 à 10 avions de transports tactiques et stratégiques, 260 véhicules blindés lourds, 360 véhicules tactiques et 210 blindés légers. Elle dispose de 3 points d'appui permanents à Gao au Mali, Niamey au Niger et N'Djamena au Tchad ainsi que de 8 bases avancées temporaires réparties sur ces trois pays. A titre indicatif, la force aérienne a effectué 122 sorties aériennes entre le 30 octobre et le 3 novembre 2019 : 61 de transport ; 36 de renseignement, surveillance et

reconnaissance avec ravitaillements en vol ; 25 de chasse.

Logistique. Pour garantir les standards de combat, le GTD logistique fournit carburant, munitions et eau, dont il effectue le transit et l'acheminement par voie terrestre, ainsi que les pièces de rechange pour la maintenance du matériel, sans oublier l'alimentation et un certain confort pour les soldats en opération. Entre janvier et mai 2019, le GTD logistique « Charentes » a mobilisé 535 logisticiens provenant de 105 unités issues des armées de Terre et de l'Air, des Services de santé, du commissariat et des infrastructures des armées. Le régiment support (45 % des effectifs) organise leurs entraînements, communs pour le soutien aux emprises (*photo*), et spécifiques pour les convois. A la fin de son mandat, le GTD logistique « Charentes » a chiffré son bilan : convois, 103 jours d'opérations, 600.000 km parcourus, 4.000 t de fret et 2.000 m³ de carburant ; maintenance, 770 véhicules soutenus et 620 pièces de rechange par semaine ; soutien santé, 350 journées d'hospitalisation ; soutien du soldat, 4.000 repas/jour et 76.000 baguettes de pain ; soutien pétrolier, 70 m³ de carburant/jour ; transit aérien, 11.000 personnes et 2.700 t de fret.

Aérocombat. Capable d'une intervention rapide et massive, le GTD aérocombat s'engage sur court préavis et à grande distance avec des hélicoptères de combat et des commandos pour une action au sol. Il déploie : 370 personnels ; 7 Caïman, hélicoptères de manœuvre et d'assaut ; 3 Gazelle ; 9 Tigre, hélicoptères de reconnaissance et d'attaque. Pendant son mandat de mai à septembre 2019, le GTD aérocombat a effectué 17 opérations en autonome ou en coordination avec les deux GTD au sol et le Groupement de recherche multi-capteurs pour le renseignement. Parmi elles, une dizaine d'opérations dites d'opportunité ont permis d'entraver la liberté d'action des groupes armés terroristes. Il a aussi assuré la protection de convois logistiques dans la région de Gourma-Liptako, zone des trois frontières entre Mali, Niger et Burkina Faso. Toutefois, au cours de la seconde partie de son mandat, son activité, contrainte par la saison des pluies, s'est recentrée sur le partenariat (formation, entraînement et accompagnement) avec les forces armées du Mali et du Niger.

Loïc Salmon

[Logistique opérationnelle : de la maîtrise des flux à la force « Scorpion »](#)

[Sahel : l'opération « Barkhane », un effet d'entraînement fort](#)



Etats-Unis : influence religieuse sur la politique étrangère

Quoique déterminées par des facteurs politiques, économiques et stratégiques, les relations extérieures des Etats-Unis avec les pays du Moyen-Orient et d'Asie sont aussi influencées par le lobby politico-religieux « évangélique ».

Mokhtar Ben Barka, professeur de civilisation américaine à l'Université de Valenciennes, l'a expliqué lors d'une conférence-débat organisée, le 17 octobre 2019 à Paris, par l'Association IHEDN région Paris Ile-de-France.

Identité évangélique. Toutes les religions sont présentes aux Etats-Unis, où y sont nées des nouvelles comme « Les témoins de Jehova » et la « Scientologie ». Le protestantisme américain se compose de deux courants : progressiste pour le principal, ouvert sur la société ; conservateur pour l'évangélisme, dont se réclament 80 millions de personnes, soit 25 % de la population. Introduit en Amérique au XVIIIème siècle, l'évangélisme trouve ses racines en Europe dans les puritanisme, piétisme et calvinisme, issus de la Réforme religieuse du XVIème siècle en réaction aux effets jugés néfastes de la modernité sur l'orthodoxie chrétienne. Il se concentre dans le Sud des Etats-Unis parmi les classes sociales, surtout blanches, les plus modestes, et inclut baptistes, méthodistes, luthériens, assemblées de Dieu et mormons. Sa théologie repose sur quatre points doctrinaux : la Bible en tant que parole de Dieu, source unique d'autorité pour les questions de foi et de vie ; la crucifixion du Christ, sacrifice expiatoire en rémission des péchés de l'humanité ; l'expérience physique de la renaissance spirituelle par la conversion ; le zèle missionnaire. Le besoin de repères et de certitudes s'exprime dans une vision binaire du monde, à savoir le bien et le mal ou le vrai et le faux. Le puritanisme d'origine considère l'Amérique comme une nation exceptionnelle, élue de Dieu et qui doit imposer son modèle de vie. Enfin, les prophéties de la Bible annoncent la fin des temps et la proximité du retour du Christ, prélude à l'établissement du Royaume de Dieu. A part ces dogmes, chaque obédience peut choisir son organisation matérielle. L'évangélisme n'ayant ni magistère ni autorité centrale, aucune instance ne valide les études de théologie du candidat pasteur, qui peut constituer une église à partir de 2.000 fidèles. Il doit ensuite la gérer comme une entreprise, dans le monde concurrentiel de la religion aux Etats-Unis. L'évangélisme condamne la modernité culturelle, mais pas le progrès technique. Dès le XIXème siècle, ses adeptes organisent des spectacles avec des grandes réunions accompagnées de musique et de chants, pour mobiliser les foules. Le financement provient de dons des fidèles, de levées de fonds par des fondations, d'incitations sur écrans de télévision pendant les services religieux ou de la publicité proposant des bons de réduction chez certains commerçants.

Ingérence politique. La théologie évangélique induit des visées politiques et économiques. Ses adeptes constituent l'une des bases les plus fidèles du courant ultra conservateur du Parti républicain, avec pour objectif de rechristianiser la société américaine et d'évangéliser le reste du monde. Pourtant, ils n'en ont jamais été les alliés naturels. Ainsi, au XIXème siècle, ils avaient soutenu

l'abolition de l'esclavage, la défense des droits des femmes et la lutte contre la prostitution. Délaissant la politique dans les années 1920, ils y reviennent 50 ans plus tard. Ils soutiennent le démocrate Jimmy Carter (1977-1981), dont la politique jugée trop laxiste sur les droits de l'homme les déçoit. Ils apportent alors une aide électorale et financière à Ronald Reagan (1981-1989) et s'allient au Parti républicain. En 2000, 78 % d'entre eux votent pour George W. Bush (2001-2009) et, en 2016, 81 % pour Donald Trump, qu'ils défendent systématiquement. Les personnalités évangéliques tentent d'influencer le Congrès, mais leur absence de compétences permet aux personnels politiques professionnels de les reléguer au rôle de pourvoyeurs de voix. Toutefois, W. Bush, « born again » (né à nouveau après sa conversion), n'a guère tenté de les manipuler. Les Partis démocrate et républicain incluent toutes les tendances, facilitant les compromis.

Prosélytisme à l'étranger. Depuis Richard Nixon (1969-1974), le président des Etats-Unis s'entoure d'un conseiller spirituel, qui influence indirectement sa politique étrangère. Les évangéliques, qui perçoivent le monde comme un champ de bataille, ont infiltré le Conseil national de sécurité, le Pentagone et la CIA. Via des « think tanks », ils préconisent activisme missionnaire, aides humanitaires et actions d'organisations non gouvernementales. Au Moyen-Orient, leur influence s'étend de l'Egypte, au Liban, à la Syrie, à la Jordanie et à l'Irak, même avant l'invasion américano-britannique de 2003. Depuis 2004, des membres de rang élevé du gouvernement américain soutiennent leurs campagnes d'évangélisation en Irak, en Afghanistan et dans les pays où se trouvent des unités américaines. Allié traditionnel des Etats-Unis, Israël bénéficie, depuis les années 1980, de l'appui des dogmes évangéliques en référence à l'Ancien Testament : la création même de cet Etat en 1947 prouve que Dieu a tenu sa promesse de donner une terre au peuple juif ; leur soutien à Israël évitera aux Etats-Unis la malédiction divine ; le retour des juifs sur leur terre annonce la fin des temps (*voir plus haut*) avec Jérusalem comme centre du monde. Cela entraîne le rejet de la partition de Jérusalem revendiquée comme capitale par Israël et la Palestine, dont l'existence en tant qu'Etat se trouve elle aussi rejetée. Mais cela implique aussi l'obligation de reconnaître le Christ comme le Messie, qu'excluent les juifs américains et la plupart des Israéliens. Le transfert de l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem en 2017, émanation du militantisme pro-Israël au sein de la « droite chrétienne » américaine, permet à Trump de tenir une promesse de campagne faite à sa base électorale évangélique. L'extrême-droite israélienne et les

évangéliques coopèrent dans la lutte contre l'islam. Depuis Reagan, Etats-Unis et Iran s'accusent mutuellement de visées démoniaques pour faire prévaloir leurs intérêts nationaux. En Chine, le gouvernement américain et les organisations évangéliques envoient des bibles et des missionnaires, qui auraient déjà converti 60 millions de personnes.

Loïc Salmon

La religion a donné naissance aux Etats-Unis, estime le philosophe politique français Alexis de Tocqueville (1805-1859) dans son ouvrage « De la démocratie en Amérique »...paru en 1835 ! Le pasteur évangélique Billy Graham (1918-2018) a été l'un des premiers à utiliser les nouveaux médias, de la télévision à internet. Il a entretenu des rapports privilégiés avec douze présidents américains, d'Harry Truman (1945-1953) à Barack Obama (2009-2017), et s'est rendu deux fois en Corée du Nord à l'invitation du président Kim Il-sung (1972-1994). Considéré comme l'évangélique le plus influent, James Dobson (né en 1936) a mobilisé le « vote chrétien » pour George W.Bush (2001-2009). Prédicatrice « télévangélique », Paula White (née en 1966) a participé à la campagne électorale de Donald Trump (en fonction depuis 2017), dont elle est la conseillère pour les affaires religieuses.

[Etats-Unis : stratégie d'influence et politique étrangère](#)

[Arabie Saoudite : retour du sacré dans les relations internationales](#)

[Chine : une stratégie d'influence pour la puissance économique](#)



Armée de Terre : la préparation opérationnelle, source de la puissance au combat

Pour garantir en permanence leur contrat opérationnel, les forces aéroterrestres développent un esprit guerrier, acquis par la formation et l'entraînement, pour réagir à toute surprise stratégique dans un cadre national ou en coalition.

Cette préparation opérationnelle (PO) a été présentée à la presse, le 17 octobre 2019 à Paris, par le colonel chef d'état-major du Commandement de l'entraînement et des écoles du combat interarmes et un lieutenant-colonel de l'état-major de l'armée de Terre.

Formation et entraînement. L'acquisition des compétences, nécessaires à un emploi ou une fonction au sein d'une unité, s'entretient par l'amélioration des performances, individuelle et collective. La PO, déclinée en formation de base du combattant, préparation métier et préparation interarmes, se complète en interarmées puis en interalliés. Chaque année et tous les quatre mois, les unités alternent formation, PO et missions, à savoir prise d'alerte ou projection en opération. La formation individuelle s'effectue dans les écoles d'infanterie, d'artillerie, de cavalerie ou du génie. Elle se poursuit dans 11 centres et espaces métropolitains d'entraînements spécialisés qui s'étendent sur 150.000 ha et

mobilisent 3.800 cadres et soldats. Ces centres préparent, notamment : au combat d'infanterie ; au combat interarmes ; au soutien logistique ; aux actions en zone urbaine ; à l'entraînement commando ; au tir opérationnel ; aux postes de commandement dans l'artillerie ; à l'aguerrissement en montagne. S'y ajoutent 9 centres d'aguerrissement d'outre-mer et à l'étranger : nautique et forêt à la Martinique ; forêt équatoriale en Guyane ; « lagunaire » en Côte d'Ivoire ; forêt « gabonaise » au Gabon ; désert à Djibouti ; nautique à Mayotte ; tropical à La Réunion ; environnement du Moyen-Orient aux Emirats arabes unis ; nautique commando en Nouvelle-Calédonie. A l'issue de chaque PO, l'unité doit être systématiquement certifiée apte à partir en mission. Chaque année, 90 des 156 sous-groupements tactiques interarmes de l'armée de Terre s'entraînent au tir ou en manœuvres interarmes. La loi de programmation militaire 2019-2025 fixe les normes quantitatives d'activité annuelle, hors simulation, des unités opérationnelles : 90 jours de PO hors opérations extérieures et intérieures ; 115 heures d'entraînement par équipage de char Leclerc ; 130 heures par équipage de véhicule blindé de combat de l'infanterie ; 1.100 km par équipage de véhicule de l'avant blindé ou véhicule blindé Griffon ; 100 heures par équipage sur engin de reconnaissance AMX 10 RC rénové ou véhicule blindé Jaguar ; 110 coups tirés par équipage de canon Caesar ; 200 heures de vol par pilote d'hélicoptère et 220 heures par pilote des forces spéciales.

Transformation « Scorpion ». Le commandement programme les activités de la PO au combat collaboratif « Scorpion » en quatre étapes. La doctrine définit l'emploi tactique. L'équipement consiste en plateformes de participation et zones d'entraînement pour la PO. La formation inclut celle des équipages des différents véhicules blindés et celle des cadres instructeurs. L'entraînement porte sur la PO interarmes et la transformation des régiments. Le retour d'expérience apporte un appui aux unités. L'expérimentation confirme les objectifs et propose des orientations à la doctrine. La PO est guidée par le combat de haute intensité, qui devient une option possible parmi les menaces futures.

Loïc Salmon

[Armée de Terre : le soldat, entraînement et protection](#)

[Armée de Terre : « Scorpion », le combat collaboratif infovalorisé](#)

[Armée de Terre : la remontée en puissance par l'innovation](#)



Défense : la mort, au cœur de la singularité militaire

Le soldat donne la mort sur ordre de l'Etat, mais peut aussi la recevoir. Il dépasse la peur de la mort, au nom de la défense de la vie, et se bat pour la préservation de la paix.

Ce thème de la mort a fait l'objet d'un colloque organisé, le 21 octobre 2019 à Paris, par l'Association nationale des participants aux opérations extérieures. Y sont intervenus : Véronique Peaucelle-Delelis, directrice générale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ; le général François Lecointre, chef d'Etat-major des armées ; des chefs qui ont commandé au feu et perdu des hommes ; des familles de militaires endeuillées.

Dimensions éthique et politique. L'esprit de chevalerie reste le centre de l'éthique militaire française, rappelle le général Lecointre. Aujourd'hui, le soldat

se doit d'être le plus efficace possible dans la mesure où il va donner la mort, alors que la précision des armes permet de frapper la cible à des milliers de km. La France recourt à la force en la subordonnant à un objectif politique, supérieur, à atteindre. Cette relation particulière à la mort implique de la limiter au maximum, car il ne s'agit pas de tuer l'ennemi, mais de le « neutraliser » pour l'empêcher de contrarier cette volonté. La dissuasion nucléaire consiste à pouvoir infliger à l'adversaire des dommages jugés inacceptables par sa propre opinion publique. Cœur du dispositif, le président de la République doit assumer cette responsabilité, consubstantielle à sa fonction de chef de l'Etat. Il s'imprègne aussi de celle d'engager des opérations extérieures (Opex). Les chefs militaires définissent les objectifs, que les soldats considèrent comme une mission sacrée à accomplir. La mort de l'un d'eux en Opex se répercute sur le commandement à tous les niveaux hiérarchiques. Elle constitue une remise en question de la décision et de la prise de risque inhérente à la position du chef. La grandeur de l'armée française, souligne le général, repose sur le fait que chaque chef n'expose ses hommes à la mort qu'en dernier recours et tente d'exécuter sa mission au mieux.

Commander au risque de la mort. Cet état d'esprit a été abordé par plusieurs intervenants : Mgr Antoine de Romanet, évêque aux Armées ; médecin en chef Nicolas Zeller, conseiller santé auprès du commandant des opérations spéciales ; général de corps d'armée (2S) Jacques Lechevalier, ancien commandant de la 11ème Brigade parachutiste ; colonel Rémi Chalmin, ancien chef de corps du 40ème Régiment d'artillerie ; colonel Thierry Sutter, ancien commandant du Commando parachutiste de l'air N°10 ; colonel Thierry Tricand de la Goutte, ancien chef de corps du 17ème Régiment du génie parachutiste ; capitaine de frégate (er) Norbert Tafzi, ancien commandant des Commandos Marines *Jaubert* et *Trépel*. La condition militaire donne du sens à l'engagement, à la noblesse de la vie et à la réalité de la mort, estime Mgr de Romanet. Par son attitude, le chef doit inspirer la confiance, aller à l'essentiel, rester à l'écoute et faire preuve de courage, car la fraternité d'armes est unique. Il doit prendre, en une fraction de seconde, des décisions mûrement réfléchies, sans haine et avec de l'humanité. Celui qui a été confronté à la mort au combat a besoin de partager ses états d'âme, souligne le médecin en chef Zeller. Froid, faim et nuit correspondent à la réalité de la guerre avec un grand décalage entre les deux conflits mondiaux, aux lourdes pertes, et les Opex, avec beaucoup de jours sans mort. Les jeunes d'aujourd'hui ne disposent plus des mêmes repères, par rapport à la mort, que

leurs grands-parents. Cette part d'éducation, abandonnée, devrait à nouveau faire partie de la formation des soldats, pour mieux les préparer à la réalité, balancier permanent entre la vie et la mort. De son côté, le général Lechevalier rappelle que le chef absorbe le stress de l'unité et diffuse la « bonne » énergie. La préparation au combat, par la simulation, ne remplace pas la réalité du terrain. Pendant la guerre en Afghanistan, chaque lundi sur la base aérienne de Bagram, l'affichage de l'action d'un mort au combat le rappelle. Rien qu'en 2009, la coalition internationale a perdu 600 hommes. Le rapatriement des morts est précédé d'une prise d'armes, essentielle à la cohésion de leur unité. L'hommage national aux Invalides la renforce, d'autant plus que toute l'unité a prévenu les familles des morts avant qu'elles l'apprennent par la presse, précise le colonel Chalmin. En Afghanistan, un combat intense de 30 minutes se termine avec plusieurs morts et blessés mettant en doute le sentiment d'invincibilité, se souvient le colonel Sutter. Le chef doit gérer la panique, penser à ses personnels, faire ramener les morts et...continuer la mission ! L'acte d'héroïsme ne consiste pas à rechercher la mort, mais à sauver la vie de l'autre, souligne le colonel Tricand de la Goutte. Le soutien santé, avec une médicalisation inférieure à une heure, constitue le point fort du moral des soldats blessés, dont l'unité, restée en France, doit être informée le plus rapidement et exactement possible. Au combat, tout bascule au niveau des tirs quand il faut donner une autre mission, non planifiée et risquée, se souvient le capitaine de frégate Tafzi. En décembre 2010 en Afghanistan, 20 commandos marines sont pris à partie par 50 talibans dont 2, repérés par un drone, s'enfuient. Malgré un commando mort à déplorer, Tafzi donne l'ordre de les poursuivre. Il a appris, après, l'importance de la mort de ces deux chefs pour la coalition internationale. Chaque commando impliqué dans cette opération a rencontré un psychiatre.

Deuil des familles. Ont perdu un proche au combat (*photo*) : Dominique Jacq et Pascale Lumineau, un fils ; Aude Lepage et Patricia Rouault-Chalier, un époux ; Céline Sirouet Noblet, un frère. De leurs témoignages, il ressort que toute la famille s'engage avec le soldat, qui n'évoque jamais l'issue fatale devant elle. Quoiqu'omniprésente, la mort n'est jamais un sujet de conversation. Son annonce met les familles en état de choc avec l'impression que le monde s'écroule. Le soutien administratif immédiat de l'institution militaire et d'associations s'avère indispensable. La communication, partage d'une peine commune, fait partie du travail de deuil des familles, fières de leurs morts.

Loïc Salmon

La carte du combattant, signe de reconnaissance et de réparation, a été attribué à 210.000 militaires au titre des opérations extérieures depuis 1962, indique Véronique Peaucelle-Delelis. L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG), présent dans 105 départements ainsi qu'en Algérie, Maroc et Tunisie, dispose d'un budget annuel de 27 M€ pour l'accompagnement personnalisé des anciens combattants, veuves et orphelins. Particularité française, le statut de « pupille de la nation » concerne 1,1 million d'orphelins de guerre ainsi adoptés, dont 200 en 2018. La même année, l'ONACVG a dépensé 5,5 M€, pour accompagner 1.338 pupilles, et 530.000 € pour le traitement de 444 dossiers d'aide à la reconversion et 250 dossiers d'accompagnement de blessés. Sur le mémorial des opérations extérieures, inauguré le 11 novembre 2019 par le président de la République, sont inscrits 549 noms de combattants morts pour la liberté. Il devient le 10ème haut lieu de la mémoire nationale.

[Opex, des vies pour la France](#)

[L'ONAC-VG : 100 ans au service du monde combattant](#)

[Opex, projet de monument aux morts \(2011\)](#)

DES VIES POUR LA FRANCE

OPEX

*UNE HISTOIRE DES OPÉRATIONS
EXTÉRIEURES DEPUIS 1963*



Opex, des vies pour la France

L'indépendance de la France et sa liberté d'action nécessitent souvent des opérations extérieures (Opex), où de nombreux soldats projetés y ont laissé la vie

pour les défendre.

L'Anopex (Association nationale des participants aux opérations extérieures) leur rend hommage par cet ouvrage, qui explique en détail les différentes Opex engagées de 1963 à 2019. La politique étrangère de la France, à savoir son rôle mondial pour prévenir les conflits ou les circonscire rapidement, est caractérisée par le général Charles de Gaulle dès novembre 1945 : la diplomatie l'exprime, l'armée la soutient et la police la couvre. En conséquence, la protection du territoire national, métropole et outre-mer, et des axes de communications maritimes et aériens ainsi que la défense des intérêts français dans le monde requièrent une projection de forces. Président de la République (1958-1969), il renforce cette indépendance diplomatique par une dissuasion nucléaire autonome et la sortie du commandement militaire intégré de l'OTAN (1966). Le Livre blanc de la défense, publié en 1972 durant le mandat de son successeur, Georges Pompidou (1969-1974), présente la théorie des trois cercles. Le premier concerne le territoire national, protégé par la dissuasion nucléaire et les forces de défense opérationnelle du territoire. Le deuxième s'étend au glacis européen face au bloc soviétique. Le troisième englobe les départements et territoires d'outre-mer, dont le Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique et le Centre spatial guyanais, les forces pré-positionnées en Afrique, chez les Etats signataires d'accords de défense, et le libre passage sur les voies maritimes mondiales. Sous Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), la politique internationale et de défense reste liée aux approvisionnements pétroliers des Proche et Moyen-Orient, accompagnés de ventes d'armes et de fourniture de matériel nucléaire, la France n'ayant pas encore adhéré au traité de 1968 sur la non-prolifération. En outre, des militaires français participent, sous casque bleu, à la Force intérimaire des nations unies au Liban (1978-1979). François Mitterrand (1981-1995) crée la Brigade franco-allemande et se prononce pour le déploiement des euromissiles en Allemagne de l'Ouest face aux SS 20 soviétiques jusqu'à la dissolution du Pacte de Varsovie (1991). Une division française participe à la guerre de libération du Koweït sous l'égide de l'ONU (1990-1991). Le retour d'expérience conduit à la réorganisation du renseignement militaire avec une dimension spatiale, qui renforce l'autonomie d'appréciation stratégique. La participation française au conflit des Balkans en 1993, sous drapeau de l'ONU, se poursuit jusqu'à l'élection de Jacques Chirac (1995-2007). Ce dernier engage un contingent français en Afghanistan (2002-2014) au sein la Force internationale d'assistance et de sécurité, sous commandement OTAN et décision de l'ONU, au nom de la lutte contre le

terrorisme. Partisan du multilatéralisme, il refuse de suivre l'offensive anglo-saxonne en Irak (2003) sans mandat de l'ONU. Nicolas Sarkozy (2007-2012) crée le Conseil de défense et de sécurité nationale, qui définit les priorités en matière de renseignement, contre-terrorisme, programmation militaire, dissuasion et Opex. En 2009, la France réintègre le commandement militaire intégré de l'OTAN, pour peser sur son avenir et sur ses décisions en matière d'Opex. Toutefois, elle conserve l'autonomie de sa dissuasion nucléaire.

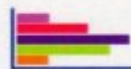
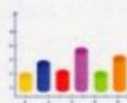
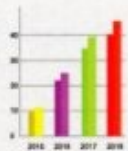
Loïc Salmon

« Opex, des vies pour la France », ouvrage collectif. Editions Historien-Conseil, 456 pages, 38 €.

[Défense : la mort, au cœur de la singularité militaire](#)

[Engagés pour la France, opérations extérieures 1978-2018](#)

[Chefs d'Etat en guerre](#)



PROJET DE LOI DE FINANCES 2020



LPM ANNÉE **2**



MINISTÈRE
DES ARMÉES

Défense : loi de finances 2020, hausse des dépenses maintenue

Le projet de budget du ministère des Armées, présenté au Parlement en octobre 2019, prévoit une hausse de 1,7 Md€ en 2020, pour la 3ème année consécutive, pour le porter à 37,5 Md€, soit 1,86 % du produit intérieur brut.

Cette ressource nouvelle de 1,7 Md€ (+ 4,5 %) inclut des augmentations de 1,1 Md€ pour les programmes d'armement majeurs des armées, 250 M€ pour les opérations et 350 M€ pour les autres dépenses d'équipement. Le budget de 37,5 Md€ se répartit en 20,9 Md€ pour les équipements, 12,1 Md€ de masse salariale et 4,5 Md€ pour le fonctionnement du ministère. L'autonomie stratégique nationale se trouvera garantie dans quatre domaines : la *dissuasion nucléaire* avec 4,7 Md€, 2ème tranche d'un total de 25 Md\$ entre 2019 et 2023 pour renouveler les composantes océanique et aéroportée ; la *cyberdéfense* avec 1,6 Md€ pour la lutte dans le cyberspace ; l'*espace* avec 448 M€, 2ème tranche d'un total de 4,3 Md€ pour la période 2019-2025 ; le *renseignement* avec 366 M€.

Livraisons attendues. En 2020, l'armée de Terre devrait recevoir : 1.000 véhicules légers tactiques polyvalents ; 128 blindés Griffon ; 4 blindés Jaguar ; 7 hélicoptères NH90 ; 1 système de drones tactiques ; 50 postes de missiles moyenne portée ; 12.000 fusils d'assaut HK 416 F ; 25.000 nouveaux casques composites de protection. La Marine nationale devrait prendre livraison de : 2 avions de patrouille maritime ATL2 rénovés ; 2 hélicoptères Caïman Marine ; 1 sous-marin d'attaque Barracuda ; 1 lot de missiles Aster pour les frégates multi-missions de défense aérienne. L'armée de l'Air devrait recevoir : 2 avions de chasse Mirage M2000 D rénovés ; 2 avions de transport tactique A400M Atlas ; 1 avion de transport stratégique et de ravitaillement MRTT Phénix ; 1 avion ravitailleur KC-130J ; 1 système de drones Reaper. Le volet spatial sera doté d'un 2ème satellite de reconnaissance optique Muis CS0, le 1er étant en service à 800 km d'altitude depuis fin 2018 et le 3ème attendu en 2021.

Commandes prévues. Pour 2020, l'armée de Terre a commandé : 1.500 véhicules légers polyvalents ; 271 blindés Griffon ; 50 chars Leclerc rénovés ; 42 blindés Jaguar ; 364 blindés Serval ; 14 hélicoptères Tigre rénovés ; 12.000 fusils d'assaut HK 416 F. La Marine nationale a commandé : 3 avions de guet aérien

embarqués Hawkeye E20 ; 7 avions de surveillance et d'intervention maritime Falcon ; 2 modules de lutte contre les mines. L'armée de l'Air a commandé : 4 avions de transport tactique C-130H rénovés ; 4 drones européens Male (moyenne altitude longue endurance). Pour le volet spatial, ont été commandés : 4 stations sol utilisateurs ; 3 radars de trajectographie Satam rénovés.

Infrastructures. En 2020, la ville de Rennes accueillera le commandement de la cyberdéfense, celle de Tours les Directions des ressources humaines et celle de Toulouse le Commandement de l'espace. Le budget 2020 prévoit 1,7 Md€ de crédits pour la politique immobilière, dont 1,35 Md€ au titre des infrastructures de défense hors dissuasion nucléaire. Ainsi, le port de Brest sera doté des infrastructures d'accueil des frégates multi-missions et la base aérienne d'Istres de celles des MRTT Phénix. Plusieurs dizaines d'unités en disposeront pour les nouveaux blindés Griffon et Jaguar dans le cadre du programme Scorpion.

Recrutement. Le ministère des Armées embauche 23.000 militaires et 4.000 civils par an. En 2020, 150 postes seront créés dans le renseignement, 100 dans le cyber et 50 dans d'autres secteurs.

Loïc Salmon

[Défense : se réapproprier la question militaire](#)

[Défense : des moyens face aux menaces de demain](#)

[Garde nationale : faciliter l'engagement et fidéliser](#)

(c) Loïc Salmon



Chine : montée en puissance régionale et internationale

Fin 2014, le produit intérieur brut de la Chine en parité de pouvoir d'achat a dépassé celui des Etats-Unis, qui la considèrent comme une menace depuis les années 1990. En renforçant son expertise sur elle, l'Union européenne, sa partenaire et rivale, améliore sa liberté d'action vis-à-vis des Etats-Unis.

Ce thème a fait l'objet d'une conférence-débat organisée, le 3 octobre 2019 à Paris, par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Y sont intervenus : Antoine Bondaz, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique ; Alisée Pornet, économiste à l'Agence française de développement. En outre, l'association Les Jeunes IHEDN a organisé, le 10 octobre à Paris, une conférence-débat complémentaire sur Hong Kong et Taïwan. Y sont intervenus : Eric Meyer, journaliste et écrivain installé en Chine depuis 1987 ; Stéphane Corcuff, enseignant à l'Institut d'études politiques de Lyon.

Craintes occidentales. L'entrée de la Chine dans l'organisation mondiale du

commerce en 2001 lui a facilité l'accès aux marchés internationaux, sans conduire à une démocratisation politique comme l'espéraient les pays occidentaux, explique Antoine Bondaz. La crise économique et financière de 2008-2009 a mis en avant le déclin de l'Occident et la résurgence de la Chine. Pour les Etats-Unis, le poids économique et militaire de la Chine est ressenti comme une menace dans leurs domaines de compétitivité et donc pour leurs intérêts. La diaspora chinoise est perçue de la même façon. Les dépenses militaires de la Chine, quoique moindres qu'il y a 15 ans en pourcentage du produit intérieur brut, augmentent mécaniquement pour atteindre 250 Md\$ en 2019, soit autant que l'ensemble des budgets militaires du Japon et des pays de l'Asie du Sud-Est. Les investissements portent notamment sur les satellites, la robotique, les missiles, l'intelligence artificielle et le planeur hypersonique associé à un lanceur. L'intégration civilo-militaire se poursuit avec les grands groupes privés, comme Huawei, et les petites et moyennes entreprises. Depuis 2018, une loi oblige les laboratoires clés dans les domaines des innovations civiles et militaires à fournir des données sur leurs personnels et les résultats de leurs travaux. La capacité militaire de la Chine connaît une croissance qualitative continue en interarmées et en opérabilité. Toutefois, la Marine chinoise reste surtout à proximité et ne s'aventure guère jusqu'au détroit d'Ormuz, alors que la Marine américaine peut bloquer celui de Malacca et donc ses principaux échanges commerciaux par mer. Première puissance économique et militaire dans le monde depuis 1945, même pendant la guerre froide contre le bloc de l'Est, les Etats-Unis redoutent qu'une nation non blanche lui ravisse cette prééminence. De son côté, la Chine veut éviter un décrochage technologique par rapport à l'Occident, qu'elle veut rattraper par la recherche et l'innovation.

Capacité chinoise d'innovation. La Chine a commencé par importer de la technologie étrangère pour développer son potentiel de recherche et de développement (R&D), rappelle Alisée Pornet. Par le biais de co-entreprises avec obligation d'une participation chinoise de 51 % au capital et de fourniture du projet clé en mains, elle a assuré la formation de son personnel, en captant notamment des technologies japonaises. En 1985, elle change de politique pour créer une « dynamique de champions » avec des plans quinquennaux destinés à la placer en pointe dans l'innovation. Le capitalisme d'Etat s'allie aux grandes entreprises privées ou publiques pour produire de l'innovation. Parallèlement à la limitation d'envois d'étudiants à l'étranger, le nombre de dépôts de brevets chinois s'est accru, passant de 1.000 en 2000 à 55.000 en 2014. L'Etat augmente

ses dépenses en R&D dans le domaine militaire auprès d'entreprises subventionnées, auxquelles il garantit une protection juridique dans le monde. L'économie numérique chinoise repose sur des millions d'utilisateurs, qui font remonter l'information. Les investissements en R&D portent surtout sur les domaines où les autres pays ne vont pas. Le projet des routes de la soie inclut des liaisons par satellites avec les pays traversés. Enfin, l'Inde concurrence la Chine en matière d'innovation.

Faibles stratégiques. Hong Kong, qui pourrait réclamer l'indépendance, et Taïwan, qui entend la conserver, minent la stratégie de la Chine. Colonie britannique pendant 99 ans (1898-1997), **Hong Kong** disposait d'une population polie et instruite, compromis entre la Chine et l'Europe, inspirant stabilité et confiance, qui n'existent plus aujourd'hui, indique Eric Meyer. En 1993, la colonie britannique représentait 27 % du produit intérieur brut de la Chine à qui elle a été rétrocédée en 1997. Cette proportion est tombée à 2,9 % en 2017. Pour mieux arrimer l'île et ses nouveaux territoires au continent, Pékin y a entrepris de grands chantiers et a notamment investi 20 Mds\$ dans la construction d'un nouveau port. Actuellement, 65 millions de touristes chinois s'y rendent chaque année et y dépensent 630 \$ par personne. Le modèle scolaire britannique se trouve à l'origine de la créativité de Hong Kong, laquelle implique la liberté, notion incompatible avec le régime politique chinois. Le processus électoral actuel n'inspire plus confiance depuis le grignotage des libertés de la presse et des écrivains, qui s'exilent au Canada ou en Australie. Les mouvements de protestation pour la défense des droits de l'homme, lancés le 31 mars 2019, ont mobilisé 1 million de personnes le 9 octobre. Les manifestants, pour la plupart nés après le départ des Britanniques, savent que leur avis ne sera pas pris en compte et estiment que la créativité de l'île disparaîtra avec la liberté. Porte-parole de Pékin, le gouvernement de Hong Kong n'exclut plus d'appeler les 150.000 policiers chinois massés à la frontière pour rétablir l'ordre. Cela sonnerait le glas du principe du traité de rétrocession en vigueur jusqu'en 2047, à savoir « Un pays, deux systèmes », socialiste pour la Chine et capitaliste pour Hong Kong. De son côté, Stéphane Corcuff rappelle que la République populaire de Chine veut reconstituer un Etat fort et stable dans les frontières de la fin de l'empire en 1911. En outre, elle se considère comme seule représentante des communautés chinoises dans le monde. Alors que Hong Kong se trouve déjà dans sa sphère d'influence, **Taïwan** dispose de son propre régime et ne dépend pas d'elle. En 1949, le gouvernement nationaliste de la République de Chine s'est

réfugié dans cette île de 26.000 km², en emportant l'or de la Banque centrale et les biens culturels. Il conserve sa représentation à l'ONU et son siège permanent au Conseil de sécurité jusqu'en 1971. Au cours des années 1960-1970, la Chine oublie Hong Kong, qui devient une importante place financière et une porte utile pour ses exportations, et concentre ses efforts sur la « libération » de Taïwan. Pékin imagine, pour Taipei, le principe « Un pays, deux systèmes », qui sera appliqué à Hong Kong lors des négociations avec Londres entre 1979 et 1982. La Chine n'exclut pas de recourir à la force pour conquérir Taïwan, mais n'ose pas encore intervenir pour des raisons politiques, diplomatiques et militaires.

Loïc Salmon

[Chine : routes de la soie, conséquences induites](#)

[Chine : une stratégie d'influence pour la puissance économique](#)

[Chine : l'intelligence artificielle, priorité de sécurité nationale](#)



NOV
21

**102ème Congrès des Maires de France -
Paris**

L'ANCGVM au 102ème Congrès des maires de France et des présidents d'intercommunalité

L'Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire (ANCGVM) "Villes décorées" participe au 102ème Congrès des maires de France et des présidents d'intercommunalité, qui se tient à Paris du 19 au 21 novembre 2019.

Les villes et villages décorés de la croix de Guerre lors des deux guerres mondiales seront mis à l'honneur le 21 novembre dans un stand dédié à l'ANCGVM.

L'Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire rassemble les villes et communes décorées de la croix de Guerre 1914-1918 et / ou 1939-1945.

Adresse du Congrès :

Parc des Expositions, porte de Versailles, pavillon 5

1 Place de la Porte de Versailles

75015 Paris



Défense : se réappropriier la question militaire

Sans aller jusqu'à une remilitarisation de la société, qui n'est ni souhaitable ni faisable, il s'agit d'inventer des outils pour retisser le lien entre la nation et son armée et susciter l'intérêt pour les questions de défense et de sécurité.

Telle est l'opinion que le Premier ministre, Edouard Philippe, a exprimée, le 18 octobre 2019 à Paris, devant les sessions nationales de l'Institut de hautes études de défense nationale et de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice.

Retour de la menace. La décision, prise en 1997 et effective en 2002, de suspendre le service militaire obligatoire a permis aux armées de se transformer en profondeur, véritable atout pour la nation. Toutefois, elle a conduit à un éloignement de la culture militaire, par une méconnaissance de ce milieu, de son fonctionnement, de ses missions, de ses réflexes et de ses valeurs. Les jeunes hauts fonctionnaires, qui n'ont plus accès à l'expérience de l'armée de conscription et vont assurer le fonctionnement de l'Etat, passent à côté de la chose militaire. Or, les opérations extérieures se sont multipliées depuis vingt ans. Aujourd'hui, la menace est devenue permanente, hybride, diffuse et aveugle

aux ramifications internes et externes et devant lesquelles une démocratie prospère peut et doit réagir, souligne le Premier ministre. Cette question politique, qui porte sur la cohésion sociale, doit être évoquée dans des débats publics et pensée dans le temps long. La nation prévoit d'abord un effort financier croissant pour les armées avec une augmentation de 1,7 Md€ en 2020, pour combler leur retard et s'adapter. Ensuite, les réserves opérationnelles et citoyennes au profit des armées et des forces de sécurité mettent en avant la richesse de l'engagement. Cette notion est réaffirmée dans le Service national universel, non militaire et en expérimentation chez des jeunes volontaires de 16 à 18 ans, car la République implique des droits et des devoirs, rappelle le Premier ministre. Il leur fait prendre conscience des enjeux de défense et de cohésion des citoyens face à la menace. Le rendre obligatoire nécessiterait un amendement de l'article 34 de la constitution française.

Idées, initiative et audace. Fanatisme religieux et terrorisme prospèrent sur fond d'ignorance, de pauvreté et de déscolarisation, rappelle le Premier ministre, qui préconise trois mesures immédiates pour défendre les valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de laïcité et de fraternité. La première consiste à faire bloc derrière : les victimes des attentats terroristes et leurs proches ; les soldats qui risquent leur vie dans les opérations extérieures ou sur le territoire national ; les services de renseignement qui déjouent des projets d'attentats terroristes ; les responsables politiques face à des situations très graves. La deuxième porte sur la vigilance des pouvoirs publics dans l'exercice de leurs missions, des ministères et directions centrales jusqu'aux échelons les plus proches du terrain. Depuis l'attentat du 3 octobre 2019 à la Préfecture de police de Paris, une revue générale des services de renseignement est en cours pour détecter les signaux faibles de l'islamisme radical. La vigilance repose plus sur le civisme que sur la surveillance généralisée et implique une évolution culturelle, difficile et potentiellement risquée. La troisième mesure concerne le discernement dans l'exercice des compétences, au bon niveau, en matière de défense et de sécurité. Cela exige appréhension collective des risques et connaissance des contraintes de la vie en commun.

Loïc Salmon

[IHEDN : vision présidentielle de la défense et de ses moyens](#)

[Sécurité : « Orphé », plongée au cœur des cellules de crise](#)



Service de santé : médecine de guerre, efficacité maximale

Dans le face à face des blessés, qui souffrent, et du personnel, qui soigne et console, il s'agit d'équilibrer évacuation et prise en charge thérapeutique.

Ce thème a fait l'objet d'une conférence-débat organisée, le 26 septembre 2019 à Paris, par l'ordre de la Libération. Y sont intervenus : le médecin général inspecteur (2S) Raymond Wey ; le médecin chef Marc Puidupin ; le médecin général (2S) Chantal Roche.

Un siècle d'évolution. Au début de la première guerre mondiale, les erreurs

tactiques entraînent des hécatombes de morts et de blessés qui font prendre conscience de la nécessité d'un soutien médical opérationnel, rappelle le médecin général Wey. En 1917, le député et médecin major de réserve Chassaing imagine un avion de transport sanitaire pour deux blessés couchés. Une vingtaine d'avions sanitaires sont envoyés au Maroc en 1918 à la demande du général Lyautey, résident général. Ils s'ajoutent aux évacuations par route et chemin de fer vers l'hôpital Marie Feuillet à Rabat. Quelques 7.000 évacuations sanitaires sont effectuées au Maroc et au Levant entre 1920 et 1938. Dans les années 1930, les techniques d'anesthésie au penthotal, de réanimation et de conservation du sang pendant 10 jours sont mises au point. La lyophilisation du plasma sanguin est réalisée en 1940. Les services de santé des différentes armées totalisent 20.000 médecins, 4.000 pharmaciens et 100.000 infirmiers pendant la seconde guerre mondiale. En 1944, les Etats-Unis fournissent des trousseaux de soins contenant des sachets de morphine et de sulfamides antibactériens. Des stocks de sang sont envoyés au front. Lors de la guerre d'Indochine (1945-1954), les personnels médicaux partagent les risques et l'isolement des soldats. Grâce aux évacuations aériennes (avions et hélicoptères), les antennes chirurgicales mobiles permettent de stabiliser les fonctions vitales des blessés. Pendant la guerre froide, les services de santé s'adaptent à un conflit en Centre-Europe, selon le schéma OTAN pour le sauvetage élémentaire de combat, le triage et l'évacuation sanitaire. Les ressources techniques suffisent pour traiter les blessés et les polytraumatisés. Après la chute du mur de Berlin (1989), les opérations extérieures (Opex) nécessitent une médicalisation la plus précoce possible au moyen de plateformes adaptées. En 1996, celle-ci devient interarmées et doit égaler en qualité les hôpitaux publics. Elle inclut la réinsertion des blessés dans la société.

La « mort évitable ». Les guerres évoluent vers des conflits hybrides incluant guerre conventionnelle, guerre irrégulière, actions terroristes et criminelles, auxquelles se superposent la cyberguerre, indique le médecin chef Puidupin. Les études épidémiologiques des blessures de guerre permettent de mieux connaître leurs spécificités et d'évaluer leurs traitements. La prise en charge des blessés repose sur le concept de « mort évitable » grâce au sauvetage au combat, à savoir la médicalisation au plus près, et la maîtrise des dégâts (« damage control » en anglais) par la chirurgie et la réanimation de l'avant. Selon une étude des blessés de guerre en Afghanistan réalisée en 2015, 51,6 % d'entre eux souffrent d'au moins deux atteintes lésionnelles. Ainsi, les blessures concernent : la tête et le cou dans 55 % des cas ; les membres supérieurs, 48 % ; les membres inférieurs,

42 % ; le thorax, 21 % ; l'abdomen, 12 %. La mort par hémorragie, suffocation des poumons ou infection peut être évitée, à condition d'intervenir à temps. Selon la gravité des blessures, 1/5 des décès reste inévitable, le sauvetage au combat en évite 1/5 et 3/5 des blessures ne présentent pas une gravité immédiate. Une blessure au crâne ou au tronc entraîne la mort immédiate dans 42 % des cas et dans les 5 minutes dans 25 %. Environ 15-20 % des décès précoces peuvent être évités par une structure de soins accessible dans les 30 minutes. Toutefois, des décès par suite de blessures, peuvent survenir entre 2 heures et 1 semaine après un traitement médical. D'après une étude américaine, le taux de mortalité hospitalière est passé de 25 % pendant la guerre du Viêt Nam (terminée en 1975) à celles d'Irak (2003) et d'Afghanistan (2014), grâce à la protection balistique du combattant, le sauvetage au combat et la chirurgie précoce. Tout combattant concourt à la mise en condition de survie des blessés selon un standard de soins du sauvetage de combat. Celui-ci se décline en trois niveaux successifs : gestes salvateurs compatibles avec l'exposition au feu par tous les soldats ; gestes complémentaires adaptés au contexte tactique par les auxiliaires sanitaires ; gestes de réanimation de l'avant par les médecins et infirmiers. La chirurgie de sauvetage écourtée se concentre sur le contrôle de l'hémorragie et de l'infection, prévoyant d'emblée une chirurgie secondaire pour le traitement définitif. Parallèlement, une réanimation intensive vise à rétablir la physiologie en corrigeant les troubles de coagulation sanguine et l'anémie, l'hypothermie et l'acidose (trouble de l'équilibre acido-basique dans le sang). En cas de rapatriement sanitaire, la réanimation se poursuit pendant le vol à bord d'un avion C-135 équipé du système « Morphée » (module de réanimation pour patients à haute élongation d'évacuation). La durée d'évacuation vers les Etats-Unis est passée de 45 jours pendant la guerre du Viêt Nam à 36 heures pendant le conflit en Irak et, vers la France, à 24 heures pendant celui en Afghanistan. En 2019, il s'écoule en moyenne 35 heures entre le moment où un soldat est blessé en Opex et son arrivée à un hôpital militaire en France. L'accompagnement du blessé jusqu'à l'autonomie dure en moyenne de 2 à 6 mois pour la rééducation, jusqu'à 1 an pour la réadaptation et jusqu'à 2 ans pour la réinsertion.

La place des femmes. Service le plus féminisé du ministère des Armées, le SSA compte 60 % de femmes, souligne le médecin général Roche. Lors de la première guerre mondiale, elles n'étaient qu'infirmières, aujourd'hui, elles sont surtout médecins. Exercice de toutes les facettes de l'art médical, la médecine militaire combine les fonctions de soignant et de militaire, avec les mêmes valeurs

d'engagement de disponibilité. Les femmes militaires mènent leur existence, professionnelle et privée, avec le paradoxe de donner la vie mais aussi la mort. Alors qu'elles représentaient 20 % des membres de la Résistance, leur engagement n'a guère été valorisé pendant le second conflit mondial. En 2019, les officiers généraux ne comptent dans leurs rangs que 3 femmes dans l'armée de Terre, 2 dans l'armée de l'Air et 1 dans la Marine.

Loïc Salmon

Au sein de ses 1.038 compagnons, l'ordre de la Libération compte 26 médecins, dont 21 militaires. Parmi ces deniers, 13 sont morts pour la France entre 1939 et 1954, pendant la seconde guerre mondiale et celle d'Indochine. Parmi les compagnons, 300 ont été blessés, dont 100 amputés. L'ordre ne compte que 6 femmes. Selon le médecin général Roche, les femmes constituent la moitié des 14.760 personnels dédiés à la prise en charge médico-chirurgicale des armées et de la Gendarmerie. Les militaires, qui représentent 70 % du total, se répartissent ainsi : 1.927 médecins ; 4.765 paramédicaux (22 professions différentes) ; 68 vétérinaires ; 43 chirurgiens-dentistes ; 2.997 réservistes.

[Service de santé des armées : garantir aux blessés les meilleures chances de survie](#)

[Service de santé : renforcement des capacités biomédicales](#)

[Défense : les blessés et les jeunes du SNU à l'honneur](#)